

Le système bancaire turc : bonne résistance face à la crise

François Faure

Depuis le début de la crise des subprimes, le système bancaire turc fait preuve d'une étonnante résistance. Ainsi, au premier semestre 2009, le résultat net des banques est ressorti à 5,1 milliards d'euros, en hausse de 16% par rapport au premier semestre 2008, malgré un doublement des dotations aux provisions (3,3 milliards). Le résultat du deuxième trimestre a même atteint un record historique.

La résistance du secteur avait déjà été testée au printemps 2006 quand, suite à un accès de défiance générale de la part des investisseurs vis-à-vis des marchés émergents, la Turquie avait subi un mini krach financier. Le système bancaire avait alors essuyé des pertes sur leurs actifs équivalentes à 7% des fonds propres. Cette fois-ci, le choc financier (hausse de primes de risque, dépréciation du taux de change) se double d'une récession sévère (-11% au premier semestre 2009).

Les bons résultats des banques sur les six premiers mois de l'année apportent donc une preuve supplémentaire de la solidité du secteur. Après avoir rappelé dans les grandes lignes la restructuration du secteur après la crise de 2001, nous retraçons les principales évolutions du bilan des banques et présentons les résultats des stress tests réalisés régulièrement par la Banque centrale depuis 2002.

La restructuration du système bancaire depuis 2002

En 2002, le système bancaire turc a connu une restructuration profonde. L'objectif était de remédier aux faiblesses directement en cause dans la crise en 2001 à savoir :

- le besoin de refinancement structurel des banques publiques lié à leurs « obligations de service »

(*duty losses*), c'est-à-dire les pertes sur les crédits subventionnés aux agriculteurs et aux PME¹ ;

- la part prépondérante du portefeuille de titres publics dans l'actif des banques et donc une forte exposition des bilans au risque de marché ;

- l'exposition des banques privées au risque de change.

Rapidement l'Etat a engagé la restructuration et l'assainissement des banques publiques. Deux grandes banques de dépôts (Ziraat Bankasi et Emlak Bankasi) ont été fusionnées. Les effectifs des banques publiques sont passés d'environ 70 000 fin 2000 (40% du total des emplois du secteur) à 43 000 fin 2008.

Les « obligations de service » ont été totalement apurées par émission de dette publique (équivalente à environ 10% du PIB). Si l'Etat veut subventionner de nouveau le crédit aux agriculteurs ou aux PME, le coût correspondant doit désormais figurer au budget et être compensé avant même l'octroi des prêts par les banques.

Un deuxième volet a consisté à liquider, fusionner ou vendre rapidement 22 banques mises sous la tutelle du fonds d'assurance des dépôts (SDIF). Parallèlement, le secteur a connu d'importantes opérations de fusions-acquisitions ou prises de participation entre banques turques ou entre banques turques et étrangères pour un total de 26,5 milliards de dollars.

Enfin, l'Etat a obligé les banques privées à auditer leur bilan pour évaluer les besoins en fonds propres mis à mal par la montée des mauvaises créances et l'exposition des bilans au risque de change.

D'après le BDDK², la restructuration du secteur bancaire aura coûté à l'Etat et au secteur privé quelque 53 milliards de dollars, soit environ un tiers du PIB du moment (2001), dont 19 milliards de compensation des pertes sur les « obligations de service » et 22,5 milliards pour le renflouement des banques transférées au SDIF³.

Le tableau 1 résume les principales évolutions du système bancaire turc suite à la restructuration. Au total, le nombre de banques a été réduit de 40%, ce qui n'a pas empêché un triplement du bilan agrégé (en dollars) du secteur. En fait, depuis 2004, le nombre d'agences a réaugmenté de 50%⁴ et les effectifs de 35%, grâce notamment à l'implantation et le développement des banques étrangères.

Le ratio de solvabilité a été renforcé et dépasse très largement la norme bâloise de 8%. Malgré la forte croissance du crédit, le système reste globalement liquide avec un ratio crédits/dépôts inférieur à 100% et les mauvaises créances rapportées à l'encours total de prêts (taux de prêts non performants) ont été pratiquement divisées par 4. Enfin, la position globale de change est équilibrée⁵.

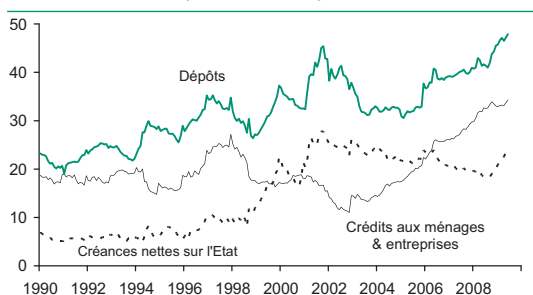
Principales évolutions de la structure du bilan et de la marge d'intermédiation des banques

Un rééquilibrage de l'actif en faveur du crédit

Depuis 2002, la structure de l'actif du bilan des banques s'est rééquilibrée en faveur du crédit aux ménages et aux entreprises qui, depuis 2006, est redevenu supérieur au portefeuille de titres publics (cf. graphiques 1 et 2).

Le crédit aux ménages (crédit à la consommation + cartes de crédit) représentait 13% du PIB fin 2008 contre 2% fin 2002 (cf. graphique 3) et sa part dans le total du crédit domestique est passée de 13% à 32%.

Crédits et dépôts (en % du GDP)



Graphique 1

Source : FMI

Fin 2008, 34% prêts aux ménages étaient des crédits logement, 28% des cartes de crédit et 38% des crédits à l'automobile et autres crédits à la consommation.

Contrairement à ce que l'on observe dans certains pays d'Europe centrale et aux pays baltes, les ménages ont très peu recours au crédit en devises (cf. graphique 4) car, en pratique, ils doivent justifier pour cela de revenus en devises. En revanche, les taux d'intérêt restent élevés même corrigés de l'inflation ; en mars 2009, d'après la Banque centrale, les taux d'intérêt moyens sur les crédits à l'automobile et les crédits logement se situaient entre 15% et 20% pour une inflation de l'ordre 10%. Surtout, les taux d'intérêt sur les cartes de crédit restent prohibitifs autour de 4% par mois (la Banque centrale ayant fixé la limite haute à 5,75% en juillet 2006). La charge d'intérêts des ménages a évidemment fortement augmenté depuis 2002, même si elle reste très faible rapportée à leur revenu disponible (3,6% en 2008).

Principaux indicateurs du système bancaire

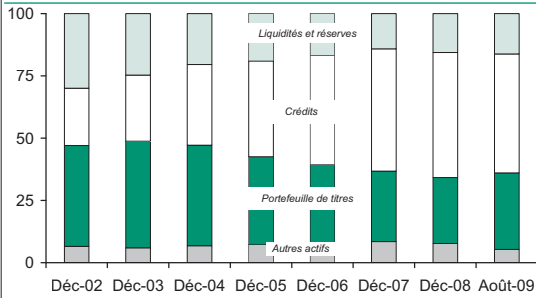
	Décembre 2000	Décembre 2008
Nombre de banques	79	50
Pénétration étrangère (*)	6,5	17,0
Actifs (mds dollars)	154,8	482,1
% PIB	63	77
Fonds propres (mds dollars)	11,2	57,8
Ratio de solvabilité	9,3	17,8
Ratio de liquidité globale (crédits/dépôts)	54,1	81,8
Taux de prêts non performants	11,1	3,7
Position de change (mds dollars)	-14,6	0,0

Tableau 1

Source : BDDK

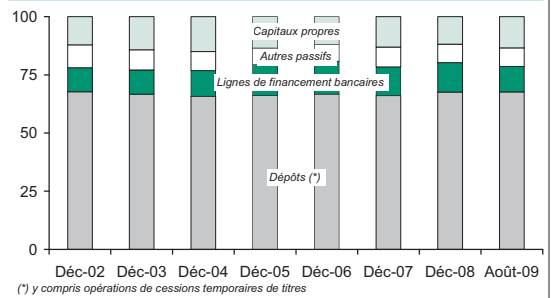
* % des actifs détenus par les banques étrangères

Structure simplifiée du bilan des banques : *actif* (% total du bilan)



Graphique 2

Structure simplifiée du bilan des banques : *passif* (% total du bilan)



Source : BDDK

Le crédit aux entreprises est passé de 8% du PIB à 18% entre 2002 et 2008 mais il n'a pas retrouvé le niveau antérieur à la crise de 2001. Contrairement aux ménages, les entreprises utilisent le crédit en devises, mais le taux de « dollarisation » des crédits a chuté de 58% fin 2002 à environ 20% fin 2008. Comme les crédits exports ou garantis par les exportations représentent à eux seuls 13% du total des crédits aux entreprises, l'exposition indirecte des banques au risque de change des entreprises est assez limitée.

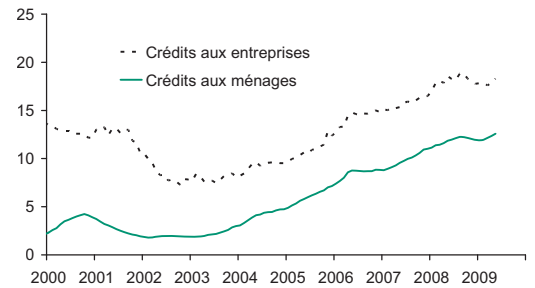
La part des crédits ayant une maturité à l'origine égale ou inférieure à 1 an s'est sensiblement réduite de 57% fin 2002 à 30% fin 2008, principalement en raison du développement des crédits logement. On peut estimer que la maturité moyenne des crédits aux ménages est d'environ 4,5 ans⁶.

En revanche, la maturité du portefeuille de titres publics reste très courte même si, grâce à l'assainissement budgétaire et la désinflation, le Trésor a pu allonger l'échéance de ses émissions ; la maturité de la dette publique domestique (hors titres émis pour recapitaliser les banques publiques) était de 24 mois fin 2008 (contre 12 fin 2000) et sa durée (c'est-à-dire la durée de vie moyenne des flux d'intérêts actualisés) de 8 mois seulement.

Une structure du passif toujours dominée par des dépôts à court terme

La structure du passif n'a pratiquement pas évolué depuis 2002. Les dépôts (y compris ceux provenant des opérations de cessions temporaires de titres)⁷ représentent toujours 70% du total du bilan. Les ressources empruntées restent très minoritaires, totalisant seulement 13% du total du bilan fin 2008 contre 9% fin 2002.

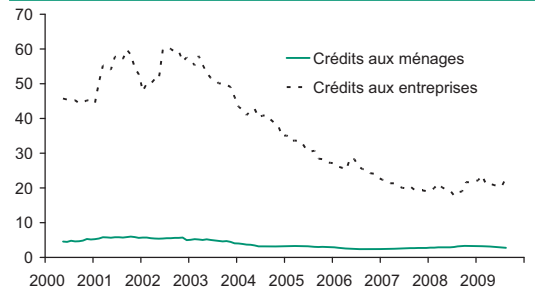
Crédits à l'économie par agents (en % du GDP)



Graphique 3

Source : CbT

Crédits libellés/indexés en devises (% total)



Graphique 4

Source : CbT

Les emprunts auprès de banques ou de filiales à l'étranger constituent pour l'essentiel les lignes de financement bancaires⁸ et expliquent à eux seuls leur progression. Les prêts à long terme des banques turques contractés à l'étranger sont, en effet, passés de seulement 3 milliards de dollars fin 2002 à 30 milliards fin 2008.

Pour autant, la position de change du bilan agrégé du système bancaire n'était débitrice que de seulement 10 milliards de dollars à fin août 2009, soit 12% des fonds propres. Malgré l'augmentation de l'endettement externe, la règle des 20% a donc été largement respectée⁹. De plus, la position hors bilan a toujours été ajustée de manière à maintenir la position générale de change proche de l'équilibre (cf. graphique 5). Dernier point, les fonds propres du système bancaire (75 milliards fin août 2009) ont été calibrés pour tenir compte de la croissance des actifs, de sorte que le ratio de solvabilité a toujours été maintenu au-dessus de 15%.

La structure du bilan a joué favorablement sur la marge d'intermédiation

La marge brute d'intermédiation, c'est-à-dire les revenus nets d'intérêts avant provisions sur le total des actifs, a été stable depuis 2006 autour de 5%.

Premièrement, dans un contexte de baisse des taux directeurs, le déséquilibre de maturité du bilan a joué favorablement. Deuxièmement, la baisse relative des revenus sur le portefeuille de titres a été compensée par les revenus tirés des crédits, en raison à la fois de l'augmentation en volume et d'une marge par rapport aux titres publics redevenue positive (cf. graphique 6). Troisièmement, la dédollarisation de l'actif des banques (de 43% fin 2002 à 15% fin 2008) a également joué favorablement sur la structure des revenus¹⁰. Sur les six premiers mois de l'année, la marge d'intermédiation a de nouveau fortement augmenté, essentiellement par la baisse des taux d'intérêt sur les dépôts.

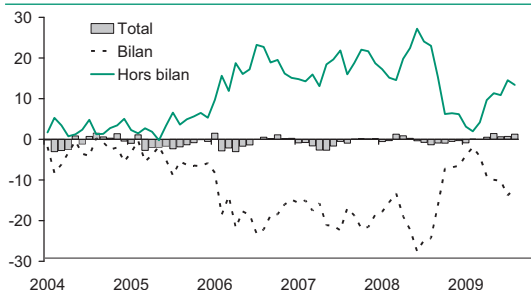
Des tests de résistance aux risques de crédit et de marché confirment la solidité du secteur

Depuis mai 2005, la Banque centrale présente, dans son rapport sur la stabilité financière, les résultats de « tests de résistance » du système bancaire à la fois au risque de crédit et aux risques de marché (risque de taux d'intérêt et risque de change). Plusieurs scénarios de stress sont proposés afin d'évaluer leur impact sur le ratio de capitalisation des banques. Le tableau 2 présente les résultats d'un même scénario de stress mais à deux années différentes.

Globalement, le système bancaire turc n'est pas plus vulnérable en mars 2009 qu'il ne l'était fin 2003. En effet, les simulations aboutissent à un impact du scénario de stress sur le ratio de capitalisation à peu près équivalent (12/13 points de pourcentage). Les

pertes potentielles dues au déséquilibre de maturité entre l'actif et le passif et à l'allongement de durée du portefeuille des titres publics à taux fixes sont bien plus élevées qu'en 2003 (4% des capitaux propres en mars 2009 contre 0,5% en décembre 2003). Mais elles sont compensées par de moindres pertes de valorisation sur le portefeuille d'obligations internationales (eurobonds) et relativement moins de provisions sur le portefeuille de crédits. La raison principale tient surtout au renforcement des fonds propres des banques.

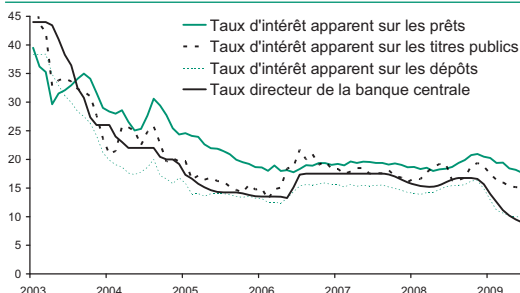
Position générale de change du système bancaire (% fonds propres)



Graphique 5

Source : BDDK

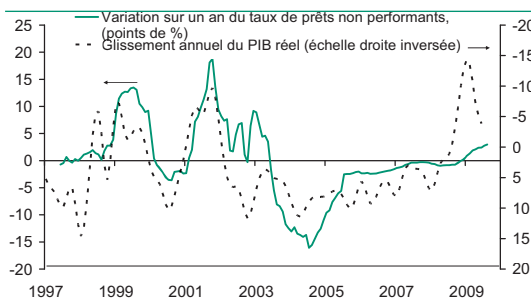
Taux d'intérêt (%)



Graphique 6

Sources : CbT, BDDK

Croissance et prêts non performants



Graphique 7

Source : CbT, SIS, BNP Paribas

Tests de résistance du système bancaire turc aux risques de marché et de crédit

	Décembre 2003	Mars 2009
Hypothèses		
Choc de change		-30%
Chocs de taux d'intérêt		
- sur la structure actif-passif en TL	+600 points de base	
- sur la structure actif-passif en devises	+500 points de base	
- sur la valorisation du portefeuille de titres à taux fixes	+600 points de base	
- sur la valorisation du portefeuille d'eurobonds	-15%	
Augmentation du taux de prêts non performants	+15 points	
Impact (% fonds propres)	-11,6	-12,8
I - Risque de marché	-3,9	-6,3
a) Risque de change	0,3	0,2
b) Risque de maturité	-0,2	-2,2
- sur l'actif/passif en TL	0,0	-1,6
- sur l'actif/passif en devises	-0,2	-0,6
c) Risque de valorisation	-4,0	-4,2
- portefeuille de trading en TL	-0,3	-1,9
- eurobonds	-3,7	-2,3
II - Risque de crédit	-7,7	-6,5
pm Ratio de capitalisation avant risques	26,5	17,6

Tableau 2

Source : BDDK

S'agissant du risque de crédit, la forte augmentation de la «base de risque» (le portefeuille de prêts a été multiplié par 5,5 entre décembre 2003 et mars 2009) se trouve atténuée par un taux de prêts non performants bien plus faible qu'en 2003 (3% contre 12%).

Jusqu'à présent, la montée du taux de prêts non performants (de 3% à 5,2% seulement entre mars et septembre) a été bien plus modérée qu'au cours des récessions de 1999 et 2001 (cf. graphique 7). Il est peu vraisemblable que le taux de prêts non performants dépasse 10%.

Depuis la crise de 2001, le système bancaire turc a été assaini en profondeur. Il a renoué avec sa fonction d'intermédiation et de financement de l'économie, sans tomber dans les excès de certaines économies voisines d'Europe de l'Est. En particulier, le risque du crédit devrait être plus limité qu'au cours de la récession de 2001. Les résultats des tests de résistance montrent que les bilans restent, malgré tout, exposés au risque de taux d'intérêt.



29 octobre 2009

francois.faure@bnpparibas.com

NOTES

¹ Fin 2000, les « obligations de service » représentaient 50% du total du bilan des banques publiques.

² L'organisme de régulation et de contrôle du secteur.

³ Cependant, d'après le BDDK, le SDIF avait récupéré environ 18 milliards fin 2008

⁴ Fin 2008, on dénombrait 8741 agences de banques de dépôts (soit seulement 1,2 agence pour 10 000 habitants) et 166 325 employés.

⁵ Depuis 2006, la position globale de change du bilan et du hors bilan des banques ne doit pas dépasser 20% des fonds propres. Elle est calculée à périodicité hebdomadaire. En cas de dépassement, une banque doit se justifier auprès du régulateur et s'engager à réduire sa position dans les 15 jours.

⁶ Le pourcentage de crédits ayant une maturité à l'origine égale ou inférieure à 2 ans est passée d'environ 40% début 2006 à 30% fin 2008.

⁷ Les opérations de cessions temporaires de titres proposées par les banques auprès du public sont une forme de dépôts rémunérés gagés sur des titres publics.

⁸ Fin 2008, les lignes de financement interbancaires totalisaient 84 milliards de livres, soit 55 milliards de dollars pour une dette externe des banques (hors dépôts des non-résidents) de 46 milliards.

⁹ Rappelons que, fin 2000, la position de change des banques était « courte » de 14 milliards de dollars pour des fonds propres de l'ensemble du système bancaire (hors banques mises sous tutelle du SDIF) de seulement 11 milliards de dollars.

¹⁰ Sur la période 2003-2008, la marge d'intermédiation sur les actifs en devises est de 1,6% contre 6,8% pour les actifs en livres turques.

Direction des Etudes Economiques

Philippe d'ARVISENET Chef économiste - Economies OCDE	01.43.16.95.58	philippe.darvisenet@bnpparibas.com
Responsable Economies OCDE Questions structurelles, Marché financier unique Eric VERGNAUD	01.42.98.49.80	eric.vergnaud@bnpparibas.com
Conjoncture Caroline NEWHOUSE-COHEN	01.43.16.95.50	caroline.newhouse-cohen@bnpparibas.com
ETATS-UNIS, CANADA Jean-Marc LUCAS	01.43.16.95.53	jean-marc.lucas@bnpparibas.com
JAPON, AUSTRALIE, NOUVELLE-ZELANDE, BENELUX, PENSIONS, PREVISIONS A LONG TERME Raymond VAN DER PUTTEN	01.42.98.53.99	raymond.vanderputten@bnpparibas.com
ZONE EURO, ITALIE, MARCHE DU TRAVAIL ZONE EURO Clemente De LUCIA	01.42.98.27.62	clemente.delucia@bnpparibas.com
FRANCE, FINANCES PUBLIQUES ZONE EURO Frédérique CERISIER	01.43.16.95.52	frederique.cerisier@bnpparibas.com
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE, ELARGISSEMENT UE Catherine STEPHAN	01.55.77.71.89	catherine.stephan@bnpparibas.com
ESPAGNE, PORTUGAL, GRECE Philippe SABUCO	01.43.16.95.54	philippe.sabuco@bnpparibas.com
ROYAUME-UNI, PAYS NORDIQUES Caroline NEWHOUSE-COHEN	01.43.16.95.50	caroline.newhouse-cohen@bnpparibas.com
ECONOMIE BANCAIRE Laurent QUIGNON Responsable	01.42.98.56.54	laurent.quignon@bnpparibas.com
Céline CHOLET	01.57.43.02.91	celine.choulet@bnpparibas.com
Philippe SABUCO	01.43.16.95.54	philippe.sabuco@bnpparibas.com
RISQUES PAYS Guy LONGUEVILLE Responsable	01.43.16.95.40	guy.longueville@bnpparibas.com
François FAURE Flux de capitaux vers les pays émergents, Turquie	01 42 98 79 82	francois.faure@bnpparibas.com
ASIE Delphine CAVALIER	01.43.16.95.41	delphine.cavalier@bnpparibas.com
Christine PELTIER	01.42.98.56.27	christine.peltier@bnpparibas.com
AMERIQUE LATINE Sylvain BELLEFONTAINE	01.42.98.26.77	sylvain.bellefontaine@bnpparibas.com
Valérie PERRACINO	01 42 98 74 26	valerie.perracino@bnpparibas.com
AFRIQUE Stéphane ALBY	01.42.98.02.04	stephane.alby@bnpparibas.com
Jean-Loïc GUIEZE	01.42.98.43.86	jeanloic.guieze@bnpparibas.com
EUROPE DE L'EST Europe centrale, Pays baltes, Pays balkaniques Alexandre VINCENT	01.43.16.95.44	alexandre.vincent@bnpparibas.com
RUSSIE, ANCIENNES REPUBLIQUES SOVIETIQUES Anna DORBEC	01.42.98.48.45	anna.dorbec@bnpparibas.com
MOYEN-ORIENT – SCORING Pascal DEVAUX	01.43.16.95.51	pascal.devaux@bnpparibas.com



